



**Questions écrites à Natixis
Assemblée générale 2021
Par Reclaim Finance et les Amis de la Terre France**

- [1. Préciser et appliquer la politique charbon de Natixis](#)
- [2. Exclure les entreprises qui freinent la sortie du charbon en Europe](#)
- [3. Cesser tout soutien au développement des hydrocarbures](#)
- [4. Sortir d'ici 2030 des secteurs pétrole et gaz les plus risqués](#)
- [5. Sanctuariser l'Arctique](#)
- [6. Voter contre le plan climat\(icide\) de Total et vous engager à ne pas financer EACOP et Tilenga](#)
- [7. Se retirer des développements gaziers au Mozambique](#)
- [8. Adopter une politique d'exclusion sur la déforestation liée au soja importée](#)
- [8. Détailler votre politique pour mettre fin aux soutiens aux forages pétroliers en Amazonie](#)

1. Préciser et appliquer la politique charbon de Natixis

En 2020, vous vous êtes engagés à exclure les entreprises qui génèrent plus de 25% de leur revenu grâce au charbon et/ou qui développent de nouveaux projets dans le charbon, mais vous avez malheureusement repoussé la mise en oeuvre de cette exclusion à 2022. En janvier 2021, votre filiale Ostrum a montré l'exemple en appliquant immédiatement cette exclusion et en rajoutant un seuil d'exclusion pour les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou opérant plus de 10 GW de centrales à charbon.

A l'inverse, toutes les autres filiales de Natixis Investment Management n'appliquent pas de politique charbon. Ce choix dénote alors que la quasi-totalité de la place financière française s'est engagée à sortir du charbon. Et surtout, cela explique le maintien d'importants investissements par NIM dans de gros industriels du charbon comme Glencore, Fortum et RWE.

- ***NIM peut-elle s'engager à travailler à l'adoption d'une politique sectorielle sur le charbon qui s'appliquerait au plus tard en 2022 à tous ses affiliés? Si non, comment NIM entend-il répondre à l'engagement de place pris le 2 juillet 2020 concernant l'adoption par tous les membres d'une politique de sortie du secteur du charbon? Si oui, NIM compte-t-il s'aligner sur la politique sectorielle appliquée par Ostrum?***
- ***A défaut d'adopter une politique globale, est-ce que tous les autres affiliés de Natixis Investment Manager, comme DNCA, Loomis et Ossiam, ainsi que la banque Natixis et Natixis Assurances peuvent s'engager à exclure immédiatement toutes les entreprises qui prévoient de nouveaux projets dans le charbon?***
- ***Est-ce que tous les autres affiliés de Natixis Investment Manager, comme DNCA, Loomis et Ossiam, ainsi que la banque Natixis et Natixis Assurances peuvent s'engager à appliquer les seuils d'exclusion de 20 millions de tonnes de charbon par an ou opérant plus de 10 GW de centrales à charbon?***

2. Exclure les entreprises qui freinent la sortie du charbon en Europe

En 2020, vous vous êtes engagé à ne plus financer les entreprises sans stratégie d'ici fin 2021 pour sortir du charbon d'ici 2030 dans l'UE et l'OCDE et 2040 dans le reste du monde. Cela implique de ne plus financer des entreprises comme RWE, Fortum qui n'ont pas prévu de fermer l'ensemble de leurs actifs charbon d'ici 2030. RWE ne prévoit pas la fermeture de ses dernières centrales à charbon en Allemagne avant 2038 et en 2020, Uniper a démarré une nouvelle centrale en Allemagne, Datteln IV, malgré le plan de sortie du charbon mis en place par le gouvernement. Pire, les deux entreprises s'activent pour ralentir la sortie du charbon en Europe: elles attaquent les Pays-Bas devant les tribunaux néerlandais ainsi qu'au tribunal de règlements des différends entre investisseurs et Etats, afin de s'opposer à la décision du pays de sortir du charbon d'ici 2030. Pourtant, le groupe BPCE continue de les soutenir.

Vous êtes bien au fait de cette incompatibilité : nous avons salué début 2020 une [lettre de plusieurs investisseurs](#), dont Ostrum, au CA de Fortum. Cette lettre critiquait la mise en service d'une nouvelle centrale à charbon (Datteln IV) et appelait l'entreprise à cesser les pratiques de lobbying qui contredisent l'accord de Paris et à s'engager à sortir du charbon.

- ***Etant donné que ni RWE ni Fortum/Uniper ne prévoient de sortir du charbon d'ici 2030 et qu'au contraire, elles intensifient leurs pratiques scandaleuses pour ralentir la sortie du charbon en Europe, pouvez-vous engager dès maintenant à suspendre tous vos services financiers à Fortum et RWE d'ici fin 2021 ?***
- ***Confirmez-vous que vous appliquerez la même sanction à toutes les entreprises qui n'auront pas annoncé de plan de sortie du charbon compatible avec votre exigence d'ici fin 2021 ?***
- ***Condamnez-vous l'usage de l'Energy Charter Treaty par les entreprises telles que Uniper/Fortum et RWE pour ralentir les politiques de sortie du charbon ?***

3. Cesser tout soutien au développement des hydrocarbures

Vous engager à sortir du charbon ne suffit pas à faire face à l'urgence climatique, c'est sur toutes les énergies fossiles qu'il faut agir. Le tout dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Energie appelle à cesser d'explorer et d'ouvrir de nouvelles réserves d'énergies fossiles. A fortiori, il faut également arrêter de construire des infrastructures de transport et de transformation qui pousseraient en amont ce développement de nouvelles réserves. De plus, il est urgent de planifier la sortie à terme du pétrole et du gaz. Un recours réaliste aux technologies industrielles et naturelles de capture et stockage du CO2 implique [une sortie du pétrole et du gaz](#) au plus tard en 2040 dans les pays européens et de l'OCDE, et au plus tard en 2050 au niveau mondial. Programmer la fermeture progressive et totale des actifs existant, en accompagnant et soutenant les travailleurs et communautés, s'impose.

Selon les données du rapport Banking on Climate Chaos 2021, entre 2016 et 2020, la banque a octroyé plus de 37 milliards US\$ aux énergies fossiles. Votre soutien aux entreprises les plus actives dans le développement des énergies fossiles est en augmentation : il est plus que deux fois plus élevé en 2020 qu'en 2016.

- ***Avez-vous prévu de prendre de nouveaux engagements pour réduire vos soutiens à l'industrie du pétrole et du gaz d'ici la fin de l'année 2021 ?***
- ***Comptez-vous vous engager à conditionner vos services financiers à l'abandon de nouveaux projets d'exploration et de production pétrolière et gazière par vos clients ?***

→

4. Sortir d'ici 2030 des secteurs pétrole et gaz les plus risqués

Si tout pétrole et gaz est nocif pour le climat, ceux les plus destructeurs sont produits en Arctique, en offshore très profond, à partir de sables bitumineux, et à partir de roche de

schistes. Ils sont associés à de lourdes violations des droits humains et/ou menacent la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il est d'autant plus urgent d'agir et d'en sortir que l'ensemble des réserves exploitées ou sujettes à des plans d'exploitation dans ces secteurs (offshore exclu) suffirait à consommer entre 41.2% et 65.8%¹ du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Il est indispensable de cesser le développement de nouvelles réserves comme d'infrastructures permettant la croissance de ces secteurs. Y compris les projets d'oléoducs, de gazoducs et terminaux de liquéfaction de gaz fossile (GNL) qui contribuent au développement des hydrocarbures de schiste aux Etats-Unis et augmentent l'intensité carbone de l'électricité produite (jusqu'à rivaliser avec celle du charbon).

Entre 2016 et 2020, vos soutiens ont malheureusement augmenté dans les secteurs sur lesquels vous avez adopté une politique de restriction: pétrole et gaz de schiste, les sables bitumineux et les forages en Arctique. Votre politique actualisée en avril 2021 reste insuffisante et ne s'applique pas à l'ensemble du groupe, laissant de côté le volet investissement de Natixis. Selon notre Scan de la Finance Fossile qui analyse les politiques des acteurs financiers français en matière de pétrole et gaz dans les secteurs les plus risqués, vos engagements sont *“trop limités au niveau des entreprises exposées : le seuil d'exclusion à 25% ne permet pas d'exclure les majors pétrolières et gazières. Pour aller plus loin, Natixis doit étendre le champ d'application de sa politique aux activités d'investissement et à l'ensemble du cycle de production des pétrole et gaz - en incluant le transport et le stockage. Enfin, Natixis doit stopper tout soutien aux entreprises développant de nouveaux projets dans les secteurs les plus risqués, et adopter une stratégie de sortie des pétroles et gaz non-conventionnels au plus tard en 2030”*.

Prenons l'exemple du secteur du pétrole et gaz de schiste. Selon les données du Banking on Climate Chaos 2021, Natixis reste le 4ème groupe français à financer le plus les gaz et pétrole de schiste. En 2020, c'était aussi, de très loin, le premier investisseur français, avec 4,4 milliards de dollars d'investissements détenus dans les 75 entreprises qui prévoient la plus forte production dans le secteur d'ici 2050. Votre politique actuelle ne va pas permettre d'engager votre sortie effective du pétrole et gaz de schiste: en effet, vous arrêtez les financements à des projets d'exploration et de production de gaz et pétrole de schiste mais continuez de financer les infrastructures de transport dont les terminaux d'exportation de gaz de schiste sous forme liquéfiée qui sont déterminants dans la stratégie américaine d'augmentation de la production de gaz de schiste. C'est pourtant la direction prise par plusieurs autres banques françaises, renforcée par la décision récente de Société Générale de ne plus financer de nouveaux terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié aux Etats-Unis. Le seuil d'exclusion fixé à 25% ne permet pas non plus d'exclure ni les entreprises très diversifiées (comme les majors pétrolières et gazières) ni les développeurs de nouveaux projets dans le pétrole et gaz de schiste.

Dans quelques mois se tiendra la COP 26, le sommet climat le plus important depuis la COP 21, qui doit rectifier le tir et accélérer la réponse mondiale face à la crise climatique. BNP Paribas doit arriver à ce grand rendez-vous international avec de nouveaux engagements

¹ Calcul basé sur les volumes estimés par OCI de réserves actuellement ou prévues en exploitation, un budget carbone de 500GtCO₂ en accord avec les estimations du GIEC ([SR15_Summary_Volume_french.pdf \(ipcc.ch\)](#) Para. C.1.3), et les taux d'émissions par carburant fournis par l'U.S. Environment Protection Agency ([Greenhouse Gases Equivalencies Calculator - Calculations and References | Energy and the Environment | US EPA](#)). L'incertitude est liée au ratio gaz/pétrole extrait de l'Arctique, de l'offshore profond, et des roches de schistes.

ambitieux sur les énergies fossiles, et Bruno Le Maire a fixé la priorité politique à laquelle répondre: la sortie des pétrole et gaz non conventionnels. BNP Paribas doit de toute urgence réviser sa politique afin de ne plus soutenir les entreprises qui ne renonceraient pas à se développer dans ces secteurs les plus risqués.

- ***Vous engagez-vous à mettre fin à tout soutien dédié aux projets de gazoducs, oléoducs et terminaux de GNL liés aux pétrole et gaz de schiste ?***
- ***Vous engagez-vous à conditionner vos soutiens à l'arrêt par vos clients du développement de nouveaux projets dans le transport, le stockage, la transformation de pétrole et gaz de schiste, issus des sables bitumineux, de forages en Arctique ?***
- ***Allez-vous publier d'ici fin 2021 une vraie stratégie de sortie de tous les secteurs pétrole et gaz les plus risqués (sables bitumineux, forages en eaux très profondes et en Arctique, pétrole et gaz de schiste ou liquéfié) ?***
- ***Vous engagez-vous à adopter un calendrier de retrait précis de ces secteurs, garantissant une sortie totale d'ici 2030 ?***
- ***Ces engagements seront-ils appliqués par l'ensemble des filiales de Natixis, y compris aux branches de gestion d'actifs ?***

5. Sanctuariser l'Arctique

Alors que Natixis fait partie des 1ères banques à avoir exclu les financements de projets pétroliers en Arctique en décembre 2017, elle figure quand même parmi les 20 banques au monde les plus impliquées dans la région. Selon les données du rapport Banking on Climate Chaos 2021, vos soutiens financiers aux entreprises les plus actives dans l'Arctique sont en hausse. En tant qu'investisseur, vous restez également très impliqué. En effet, votre politique ne vous empêche pas actuellement de soutenir toutes les entreprises en Arctique du moment que leurs activités dans la région ne représentent qu'une part relative de leur revenu ou réserves, comme Total par exemple.

Enfin, la définition de l'Arctique que vous appliquez reste trop partielle : elle ne permet d'exclure qu'environ deux tiers seulement des projets recensés dans la zone Arctique telle que définie [par l'Arctic Monitoring and Assessment Programme \(AMAP\)](#).

- ***Étant donné la fragilité des écosystèmes uniques au monde qu'abrite l'Arctique, vous engagez-vous à protéger la zone en adoptant la définition du Arctic Monitoring et Assessment Programme du Conseil de l'Arctique ?***
- ***Vous engagez-vous à conditionner vos soutiens aux entreprises à leur retrait total de l'Arctique, que ce soit sur des projets pétroliers ou gaziers ?***

6. Voter contre le plan climat(icide) de Total et vous engager à ne pas financer EACOP et Tilenga

En tant que grande banque française et soutien de Total, vous êtes un acteur majeur des orientations prises par la major pétrolière et gazière. Vous êtes amené à participer à un vote consultatif pour ou contre la stratégie climat de l'entreprise, sur le principe du « Say on Climate ». Ce vote ne doit pas avoir pour but de reconnaître que Total fait des progrès, mais bien d'évaluer la crédibilité de la stratégie climat du groupe à l'aune des impératifs climatiques.

Or en l'état, la stratégie « climat » de Total n'est ni crédible ni compatible avec l'objectif de stabiliser le réchauffement climatique à 1,5 °C, qui exige de réduire rapidement le recours au pétrole et au gaz :

- Total n'a pas prévu de réduire sa capacité de production d'énergies fossiles, mais au contraire d'augmenter de 30 % sa production de gaz d'ici 2030, tout en maintenant ou diminuant très faiblement celle de pétrole.
- En prévoyant de consacrer environ 80 % de ses dépenses d'investissement au pétrole et au gaz en 2030, Total échoue à aligner ses capex avec une trajectoire 1,5 °C.
- Non seulement de nombreux projets de Total sont incompatibles avec le budget carbone disponible dans un scénario 1,5°C ou « well below 2°C », mais ils soulèvent aussi pour certains des risques très lourds pour la biodiversité, les droits humains : c'est le cas du méga-oléoduc EACOP que BNP, Société Générale et Crédit Agricole refusent déjà de soutenir et qui est associé à l'ouverture de puits pétroliers Tilenga dans la région des Grands Lacs, ou encore les cinq projets de forage en Arctique.

L'année dernière, vous avez choisi de voter contre la résolution climat déposée par un groupe d'actionnaires pour pousser Total à changer de cap. Cette année, vous avez l'occasion de ne pas commettre cette même erreur. Encourager un « Say on Climate » annuel tout en votant contre la stratégie climat de Total est l'unique manière responsable d'encourager l'entreprise à réviser à la hausse ses objectifs climatiques. Total étant présent dans plusieurs secteurs pétroliers et gaziers non conventionnels, vous vous mettriez également en condition de répondre favorablement à l'appel de Bruno Le Maire. A l'inverse, un vote de soutien à la stratégie de Total illustrerait le manque de sincérité de vos engagements climatiques.

- ***Vous engagez-vous à ne pas financer le projet EACOP ?***
- ***Vous engagez-vous à ne pas financer le projet Tilenga ?***
- ***Avez-vous voté pour ou contre la stratégie « climat » de Total, laquelle a été soumise au vote des actionnaires du groupe ce matin en assemblée générale ?***

7. Se retirer des développements gaziers au Mozambique

Les Amis de la Terre France alertent depuis 2017 les banques françaises et BNP Paribas sur les graves impacts des projets d'exploitation et d'exportation gaziers au Nord du Mozambique. BNP Paribas semble avoir pris acte de ces risques. Après avoir financé le

premier projet Coral South FLNG, vous avez refusé l'année dernière de participer au financement du second projet sur la table, celui de Total Mozambique LNG.

Nous décrivons une situation critique : accaparement de terres, perte d'accès à leurs moyens de subsistance par les habitants, violations des droits humains, actes de violences perpétrés à l'encontre des civils, aggravation du conflit... Elle est aujourd'hui dramatique. Le jour même où Total a annoncé la reprise des travaux sur le site de Mozambique LNG en mars dernier, la ville voisine de Palma a été attaquée par des insurgés armés et organisés. Le siège a duré 10 jours. Depuis ces attentats, des milliers de personnes sont portées disparues ou mortes. Total a évacué ses employés et sous-traitants. Quelques jours plus tard, une partie de la population locale a eu la chance d'être sauvée. Beaucoup d'autres ont connu un destin différent. Aujourd'hui, entre 10 000 et 30 000 personnes sont aux portes des installations gazières à Quitunda dans le village initialement créé par Total pour relocaliser les populations déplacées par les travaux de construction. Elles sont amassées dans des camps où règnent la faim et la propagation de maladies, mais refusent de retourner à Palma par peur de nouvelles attaques. Total a déclaré le 26 avril la "force majeure" sur Mozambique LNG. Des sous-traitants de Total ont engagé des entreprises pour retirer les équipements laissés derrière eux après leur départ précipité du site.

Au regard des abus commis contre les populations locales, des graves problèmes sociaux et économiques générés par l'industrie fossile et l'arrivée des entreprises étrangères, et des conséquences climatiques et environnementales des projets gaziers, ceux-ci ne doivent pas se développer.

- ***Ce contexte a-t-il provoqué des impacts sur le projet Coral South FLNG ? Est-il encore en cours de développement, ou est-il suspendu ou connaît-il des retards ?***
- ***Vous engagez-vous à ne soutenir aucun nouveau projet de développement gazier au Mozambique ?***
- ***Avez-vous été approché pour le financement du projet Rovuma LNG d'Exxon Mobil ? Et vous engagez-vous à ne pas le soutenir ?***

8. Adopter une politique d'exclusion sur la déforestation liée au soja importée

Si la déforestation tropicale était un pays, ce serait le troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, juste après la Chine et les États-Unis. Malheureusement, malgré leurs engagements climatiques, les institutions financières comme le Crédit Agricole sont particulièrement absentes sur le sujet.

Pire, elles se rendent complices en laissant faire la déforestation liée aux cultures du soja en Amérique du sud pour nourrir le bétail en Europe et en Amérique du Nord. C'est notamment [le cas au Cerrado](#) : face à l'explosion de la demande en soja, c'est aujourd'hui l'un des écosystèmes les plus menacés de la planète. 50 % de sa superficie initiale a déjà été détruite. Sa disparition serait un désastre pour le climat et la biodiversité alors qu'il stocke l'équivalent de 13,7 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO2) et abrite 5 % de la biodiversité mondiale.

La destruction du Cerrado n'est pas une fatalité, à condition d'imposer l'adoption et de la mise en place de mesures "zéro déforestation" par les négociants tels que ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, qui, à eux seuls, sont responsables de 56 % de l'exportation de soja au niveau international. Entre 2016 et 2019, votre groupe, la BPCE, a accordé près d'1 milliard de dollars de financements (en prêts, obligations d'actions et obligations), et était le 2ème plus gros investisseur français.

Pour l'instant, le groupe n'a pris aucun engagement concret pour lutter contre la déforestation en Amazonie liée au soja importé - comme par exemple, suspendre tous services financiers aux négociants qui n'auraient pas révisé les contrats qui les lient aux producteurs de soja, pour stipuler explicitement que tout soja issu de terres déboisées ou converties à partir d'écosystèmes naturels après le 1^{er} janvier 2020 ne sera plus accepté et intégré dans les chaînes d'approvisionnement.

Pendant ce temps, le Cerrado continue de brûler. Il est urgent que Natixis revoie sa copie.

→ Pouvez-vous vous engager à suspendre tout soutien aux négociants qui ne s'engageraient d'ici la fin de l'année 2021 à respecter la cut-off date de janvier 2020 au plus tard d'ici 2023?

8. Détailler votre politique pour mettre fin aux soutiens aux forages pétroliers en Amazonie

L'expansion de la production pétrolière menace directement des millions d'hectares de l'écosystème Amazonien, les modes de vie, les droits et les cultures de communautés autochtones. A ces menaces existentielles, se rajoutent les marées noires en Equateur, au Pérou et ailleurs qui laissent des dégâts irréparables. A tout point de vue, l'extraction du pétrole en Amazonie est destructrice et doit cesser.

Suite au [rapport de Stand Earth et Amazon Watch](#) révélant qu'entre 2010 et 2020, Natixis faisait partie des soutiens bancaires à l'extraction pétrolière au coeur de l'Amazonie, vous avez pris la décision de cesser vos soutiens entre 2021 et avril 2022 à l'extraction et au commerce du pétrole équatorien. C'est une décision que nous saluons mais qui doit maintenant faire l'objet d'une politique sectorielle détaillée.

→ Quand comptez-vous publier une politique articulant précisément votre engagement à ne plus soutenir l'extraction pétrolière en Amazonie ?

→ Vous engagez-vous à sanctuariser l'Amazonie et à mettre un terme à tous soutiens aux entreprises directement impliquées dans ces forages pétroliers puis aux entreprises qui continueraient d'acheter du pétrole amazonien au-delà de 2021 (comme Chevron, Valero, ExxonMobil, Marathon, PBF Energy, and Phillips 66) ?